

l'expert « Il faut reconstruire une Union politique »

ENTRETIEN
PARIS
DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

Pour le philosophe Jean-Marc Ferry, l'actuelle confusion européenne est symptomatique d'une sorte de « vice de forme » de l'Union...

Quelle est votre lecture de la crise européenne ?

C'est une crise migratoire mais c'est surtout une crise politique, qui éclate à l'occasion du problème qui nous est posé par ces flux migratoires. C'est le révélateur d'une crise latente, qui est une crise de gouvernance. C'est aussi, plus fondamentalement, une crise de légitimation du projet européen.

L'« esprit de Schengen » est mort ?

On peut effectivement considérer que Schengen a éclaté. Or, à mon avis, ce n'est pas du tout une mauvaise institution. Est-ce qu'elle peut être sauvée ? Je n'y crois plus beaucoup. Et est-ce que la crise de Schengen va nous permettre de réfléchir à ce qu'il faudrait faire ? Je dois avouer que je suis très pessimiste. Je ne crois en tout cas pas que l'on puisse reconstituer l'Union sur cette échelle. Nous devons nous resserrer entre Nations prêtes à la solidarité coresponsable, ou à la coresponsabilité solidaire...

La crise de Schengen, c'est une crise de la « solidarité coresponsable » ?

Effectivement. Ce n'est pas la Commission européenne qui est en cause : elle a bien fait son travail, en partant de l'accord de Dublin et en demandant aux États de se répartir ceux qui étaient admis à entrer dans l'Union, suivant des quotas qui n'ont été acceptés à peu près par personne sauf, comme on sait, par l'Allemagne. Ce n'est pas seulement une crise de solidarité, c'est aussi une crise de coresponsabilité, une véritable atteinte à l'idée de l'Europe, qui repose notamment sur ce principe de « confiance mutuelle ». On doit faire confiance aux États qui sont en poste à la périphérie de l'Union pour décider si les demandeurs d'asile, et plus largement les réfugiés économiques, peuvent, ou non, intégrer l'espace européen...

Que faire après cette débâcle ?

L'Union en tant qu'espace économique – le grand marché – n'est pas détruite. C'est l'Union politique qui est en déroute, et c'est elle qu'il faut reconstruire. Mais si nous voulons une Union politique, ça ne peut pas être seulement pour gérer des problèmes migratoires... En clair, ce ne sera pas seulement Schengen, ce sera aussi la zone euro. Il faut que ce soit une zone d'intégration renforcée – avec ce qui existe, car il me semble très aventureux de revenir sur la monnaie unique, même si c'était très mal fait, très mal pensé, très incomplet.

Parlant de cette réalité, comment reconstruire une Union politique qui tienne ?

Il faut vraiment réfléchir à des schémas. S'il y a des crises – crise bancaire liée ou crise des réfugiés aujourd'hui – c'est parce qu'il n'y a pas de pouvoirs publics dans l'Union. La politique se passe sur un mode privé ou semi-public. En ce qui concerne les processus décisionnels dans l'Union, vous avez deux styles dominants. Soit le style « technobureaucratique », des tractations en quelque sorte, lorsqu'il s'agit de la Commission. Ça, c'est semi-privé, pour ne pas dire privé. Soit le style « diplomatique », des négociations discrètes, pour ne pas dire secrètes entre États membres, lorsqu'il s'agit du Conseil. Négociations diplomatiques ou tractations technobureaucratique : ce n'est pas la confrontation démocratique ! Or, seul le style de la confrontation démocratique, civile et légale – où l'on prend les peuples à témoin, où l'on met les contentieux en crise, plutôt que de s'échanger des noms d'oiseaux qui finissent par gâcher les relations internationales – est susceptible d'ouvrir l'espace public européen. Garder le



« Dans le contexte actuel, le populisme est en quelque sorte un juste retour des choses »

même registre diplomatique pour régler des crises aussi importantes, soustraire la crise à la publicité de son instruction, c'est catastrophique ! On est juste mis devant les résultats, il n'y a pas la sanction des peuples et des opinions publiques. Sauf ce qu'on appelle la sanction populiste. Alors, il y a ceux qui continuent à être « bêtement fidèles » : on continue à être européen parce que l'Europe, c'est bien... Mais tout ça se dérobe sous nos pieds. Et puis, il y a ceux qui disent que ça ne va pas du tout, qu'on perd notre autonomie, notre souveraineté populaire. Et ça fait ce qu'on appelle le « populisme » : ce sont des mouvements qui tiennent à la souveraineté populaire. Bref, la situation est catastrophique d'abord pour cette raison : la privatisation, la perte de puissance publique dans l'Union européenne. Ce n'est donc pas seulement une question institutionnelle, c'est une question de style, de pratique politiques.

Et au niveau institutionnel, de l'organisation des pouvoirs publics : où le bât blesse-t-il ?

De partout... D'abord de la gouvernance. Là, il n'y a rien ! Nous travaons à propos de la crise migratoire, lorsque la Commission a demandé aux États membres de se répartir les réfugiés, en quelque sorte, en fonction de quotas justes, équitables. Pour le groupe de Visegrad (groupe informel réunissant la Hongrie, la Pologne, la République tchèque et la Slovaquie, NDLR) et d'autres, ce fut « niet ». Dans l'état actuel de son mode d'investiture, la Commission n'a pas la légitimité qui lui confère l'autorité suffisante pour imposer la justice politique aux États membres. Car ces mesures étaient une mesure de justice – et un gage de solidarité coresponsable et de cohésion entre les États membres. Encore une fois, ce n'est pas la Commission qui est responsable, c'est plutôt du côté du Conseil, des États, que ça vaillait pas. Et puis surtout, il y a la zone euro. C'est un problème véritablement structurel et qui, à terme, est le plus grave ; c'est celui dont l'absence de solution est le plus problématique. Et l'on peut faire le lien avec l'actuelle crise politique, que l'on appelle « migratoire », parce que s'il n'y avait pas ce verrouillage, à mes yeux catastrophique, que les traités ont créé en ce qui concerne la zone euro, il n'y aurait pas eu ce problème d'atteinte à la solidarité entre les États membres !

Expliquez-vous...

On a instauré une monnaie unique dans une zone économiquement hétérogène. Quand on fait cela sans autre mécanisme de compensation, une vieille loi économique joue à plein : la loi de Ricardo des avantages comparatifs et de la spécialisation internationale. Le nord se spécialise, capitalise toute la puissance industrielle de la zone, et le sud se spécialise dans les services non exportables. Dans une zone libre du



Jean-Marc Ferry n'est plus du tout acquis à l'idée que l'on doive tous, à vingt-sept ou vingt-huit, marcher du même pas. © MATHIEU GOULVAUX

point de vue commercial, mais avec des monnaies qui peuvent ajuster les uns aux autres, les ajustements par la dévaluation permettraient d'éviter que le nord soit structurellement excédentaire dans ses balances et le sud structurellement déficitaire. Mais politiquement, on a instauré des règles qui interdisent de recourir aux banques centrales nationales pour couvrir les besoins de financement du Trésor public. Donc, vous vous financez uniquement sur les marchés : banques, assurances, fonds de pension. Ce qui revient à remettre les budgets nationaux sous le dictat de marchés financiers et sous l'épée de Damoclès de l'augmentation des taux d'intérêt et de la sanction des agences de notation. Donc, émasculature des États en ce qui concerne leur politique budgétaire, qui est le levier principal pour engager des politiques anticycliques, des politiques de régulation conjoncturelle. Et puis l'autre levier très important de la politique, c'est la monnaie. Mais il n'y a plus de pouvoir de réaction monétaire publique en-dehors de celui de la Banque centrale européenne, qui est soustrait à toute politique, qui est autonome et qui n'a qu'une seule mission : veiller à la tenue de l'euro et prévenir l'inflation. Évidemment, ça n'a pas été suivi : Mario Draghi a dû prendre des mesures, parce qu'il n'a pas pu faire autrement... Dans ces conditions, vous êtes obligés de remplacer l'absence de

Jean-Marc Ferry

Jean-Marc Ferry est né en 1946. Il est titulaire de la Chaire de Philosophie de l'Europe / Alliance Europa de l'Université de Nantes et professeur honoraire de Science politique et Philosophie morale de l'ULB. Il est l'auteur d'une trentaine d'ouvrages, dont « La Question de l'État européen » (Gallimard, 2000), « Europe, la voie kantienne » (Cerf, 2005) ou « L'idée d'Europe » (Presses de l'Université Paris-Sorbonne, 2013).

de la démocratie, c'est-à-dire la souveraineté populaire, l'autonomie civique : être les auteurs des normes dont on est les destinataires. Il faut comprendre que l'intégration politique est nécessaire, mais sur le schéma horizontal du transnational, pas sur le schéma vertical du supranational. Pour cela, il faut considérer que le politique européen adviendra non pas par soumission et subordination des États membres à une puissance publique supranationale, « fédérale » comme on dit, mais par concertation entre les États membres et coordination de leurs politiques publiques – ça, c'est horizontal.

Cela implique un grand respect mutuel, un socle commun de valeurs...

Il faut effectivement que nous soyons à peu près sur la même longueur d'onde en ce qui concerne les principes fondamentaux. Parler de valeurs tout le temps, c'est très bien mais c'est incantatoire... Il y a des principes pour l'Europe, un socle axiologique : principe de confiance mutuelle, principe de reconnaissance mutuelle, principe d'attribution, principe de subsidiarité, principe de proportionnalité, etc. Bref, des principes d'égalité. Les États qui ne veulent pas s'inscrire dans cette philosophie-là s'excluent d'eux-mêmes d'une Union politique – ils peuvent appartenir au grand marché. En plus de ces valeurs, il faut, vous avez raison, avoir l'esprit de concertation et de compromis, la patience démocratique et tout ce qui va avec.

Comment agencer la co-souveraineté de ces États membres ?

Cela suppose une autorité « disciplinaire ». Par exemple, un Président de l'Union, politiquement responsable et jouissant d'une forte légitimité démocratique – étant entendu que demeurent souverains les États ainsi mis en position de co-souveraineté active, c'est-à-dire en exercice de solidarité coresponsable. Dans ce schéma, le pouvoir gouvernemental confié par cette autorité devrait pouvoir bénéficier d'une large assise délibérative, favorisant un décloisonnement des espaces publics nationaux grâce à une mise en réseau des Parlements nationaux et régionaux de l'espace européen, reliés entre eux, horizontalement, et, verticalement dans les deux sens, avec le Parlement européen. Ce dernier se profiterait alors comme la clé de voûte et le lieu de synthèse des réclamations et propositions émanant de l'ensemble, gagnant ainsi la visibilité et la représentativité qui lui font défaut aujourd'hui.

Propos recueillis par WILLIAM BOURTON

dévaluation conventionnelle – puisqu'il n'y a qu'une seule monnaie – par ce que l'on appelle par euphémisme la « dévaluation interne ». C'est-à-dire la baisse du pouvoir d'achat... Vous voyez le crime organisé que ça représente ! On va faire les ajustements conjoncturels en demandant aux pauvres gens de se serrer la ceinture ! Comment voulez-vous que l'on sorte de cette affaire sans créer le populisme ? Et ce n'est pas par hasard qu'il vienne du Sud, parce que le Sud, c'est les victimes ! Le populisme est en quelque sorte un juste retour des choses – je pèse mes mots !

C'est l'Allemagne qui a voulu cette « orthodoxie »...

Notamment. Parce qu'elle n'avait pas confiance dans les autres, elle a tenu le raisonnement consistant à dire : commencez par être responsables et on sera solidaire, et ensuite fera l'union politique. C'est vraiment une erreur de raisonnement. Ce qu'il aurait fallu faire, c'était d'abord créer une véritable union politique qui assure la coresponsabilité solidaire, ou la solidarité coresponsable.

Alors maintenant, on fait quoi ?

La première chose à faire, en ce qui concerne la zone euro, c'est de restaurer la capacité politique. Macron parle de « souveraineté européenne », mais c'est très flou et ambigu... Parce que si c'est pour créer un super-gouvernement européen, c'est encore pire : ça va dérocher. Les peuples veulent garder leur héritage



« L'intégration politique est nécessaire mais sur le schéma horizontal, transnational »

